OGM : le cas du Zimbabwe

Par

Publié le 30/11/1998, modifié le 20/11/2023

En janvier 1999, la chaîne nationale de radio ZBC radio 2 a retransmis une cérémonie d'une journée de démonstration aux champs sur les Terres communales de Seke, journée organisée et financée par la multinationale Monsanto. L'objectif de cette journée était de montrer aux petits agriculteurs l'efficacité de l'herbicide Round up dans leurs champs. Fait frappant : nous avons entendu les femmes chanter et porter aux nues Monsanto grâce à qui ces pauvres femmes paysannes allaient se libérer !
Elles chantaient :
" Plus de désherbage, ce travail qui nous casse le dos est terminé".
Monsanto s'en est occupé en nous donnant le Round up
A partir de maintenant nous n'aurons plus jamais de problèmes avec les mauvaises herbes !"

OGM : personne ne connaît !

Ce qui précède nous montre l'ignorance qui existe parmi la majorité de notre population rurale quand il s'agit d'introduire une nouvelle technologie. On voit dans cet exemple qu'ils sont contents car ils ont réussi à résoudre leur problème de mauvaises herbes. En contre partie, ils introduisent un nouveau problème qu'ils n'ont pas encore commencé à voir : celui des effets de l'herbicide sur leurs champs, l'écosystème et la contamination de la nourriture qui pourrait en résulter. Nous voyons également dans cet exemple la façon subtile - des journées de démonstration aux champs - dont sont introduites les technologies dangereuses auprès de populations non suspicieuses et non informées.

La majorité de notre population ignore ce qu'est le génie génétique et ses conséquences. C'est un sujet qui n'est discuté que dans des réunions où sont présentes les personnes diplômées de nos institutions ou abordé par quelques organisations de développement. Même dans les centres de formations de leaders paysans au niveau de base, le sujet du génie génétique n'est pas encore devenu un thème de discussion.

Cette situation de manque total d'information est idéale pour les compagnies qui promeuvent l'utilisation des OGM : ils ne rencontrent en effet aucune opposition ou résistance du marché à l'introduction de leurs semences ou de leurs produits génétiquement modifiés. Ce qui nous préoccupe beaucoup, c'est comment pouvoir identifier les semences qui sont transgéniques et celles qui ne le sont pas. Il n'y a pas de loi au Zimbabwe (comme on le voit parfois dans certains pays développés) qui oblige ces compagnies à étiqueter leurs produits afin d'identifier les OGM. Nous savons aujourd'hui que le Zimbabwe a autorisé des expérimentations d'OGM en

champs : mais ni la taille des parcelles, ni leur localisation ni les variétés en cause ne peuvent être connues.

Monsanto entre en scène

Monsanto, la grande multinationale nord américaine, est fière d'être maintenant propriétaire de la " Seed Coop ", une grosse société de production de semences du Zimbabwe, ex-société paraétatique. En 1998, les médias se sont émus d'un projet de joint-venture conduit par le Ministère de l'Agriculture, entre Monsanto et la Compagnie du Coton du Zimbabwe, projet dans lequel Monsanto prévoyait de fournir toute l'Afrique en semences de coton produites au Zimbabwe. Mais le Ministère s'est opposé à un montage financier où l'actionnariat majoritaire revenait à Monsanto. Il s'est battu pour que les partenaires locaux aient davantage d'actions. Finalement, le marché n'a pas eu lieu. Cependant, avec l'achat de Seed Coop, Monsanto a maintenant accès à la majorité des semenciers locaux, et peut aisément développer ses propres essais de façon secrète, sans avoir à passer par les canaux normaux. En effet, la Seed Coop possède de nombreux sites expérimentaux situés dans ses propres centres de recherche ainsi que de vastes fermes privées. La composition du conseil d'administration de la Seed Coop est révélatrice. Parmi ses directeurs, on trouve l'ancien secrétaire permanent du Ministère de l'agriculture, l'ancien président de la " Commercial Farmers Union " (une puissante organisation qui veille sur les intérêts des gros fermiers blancs), les autres membres étant de gros propriétaires terriens. Il est évident que Monsanto a maintenant une grosse influence dans le secteur agricole. Par contre nous ne connaissons pas le taux d'implication de Monsanto dans les deux autres grosses compagnies de semences : Cargill et Pioneer Seeds.

Profits et futurs objectifs de la Seed Coop

Dans son rapport annuel, le Président de la Seed Coop, M. K.D. Kirkman annonce une augmentation de ses profits de 188,7% par rapport à l'année précédente. Ces profits proviennent de leurs opérations au Zimbabwe, en Zambie, au Mozambique et dans d'autres pays africains. Fait intéressant : l'annonce que la Seed Coop était prête à commercialiser cette année 6 variétés de maïs tolérantes à la grey leaf spot. ? ? ? N'est-ce pas une autre façon de dire qu'ils vont mettre sur le marché des variétés transgéniques face à des paysans qui ne soupçonneront rien ?

Comme nous l'avons vu au début de cet article, la population rurale est la plus vulnérable. On lui apporte la nouvelle technologie enrobée dans un discours bien conçu. Ce n'est que lorsque les dommages seront apparus que les gens réaliseront qu'ils ont été les cochons d'Inde du processus d'enrichissement des multinationales. Nous voyons aussi qu'il sera facile pour les grosses multinationales de l'agro-fourniture d'introduire les semences avec le terminator/verminator dans les zones rurales.

L'éducation : priorité pour une résistance efficace
Le point de vue des opposants aux OGM est clair : on manque encore de connaissance sur les risques de santé publique, ou la création de possibles super ravageurs, maladies ou adventives résistantes. Dans de nombreux pays européens, un moratoire a été mis en place : ils veulent d'abord connaître les effets de cette technologie avant de la généraliser. Mais les multinationales doivent bien expérimenter quelque part, et les pays du Tiers-monde comme le Zimbabwe sont bien pratiques pour elles ! Le Zimbabwe vient d'ailleurs d'autoriser les premiers essais de plantes transgéniques, notamment de plantes Bt : coton, tabac, maïs, soja, etc.

Il est donc important d'investir dans l'éducation de la population rurale, afin qu'elle puisse comprendre les implications de cette technologie. Le droit des paysans à la sécurité alimentaire doit inclure l'inviolabilité du droit de choisir en pleine conscience de semer soit des semences

produites sur son exploitation, soit des semences achetées à des compagnies semencières : toute violation de ce choix rencontrerait une très forte résistance de la part des gens affectés. Il faut aussi aider les gens à “ lire entre les lignes ”. Les sens cachés des différents rapports des compagnies doivent être mis à découvert. Par exemple, dans son rapport annuel de 1997, la Compagnie du Coton écrit : “il est également prévu de proposer des semences traitées avec des fongicides ”. Pour un profane, cela ne signifie pas grand chose, mais pour des experts, cela veut tout dire !

Adresse de cet article : https://infogm.org/ogm-le-cas-du-zimbabwe/